

Seul un régime drastique de l'État sauvera le cochon breton !

Par Xavier Fontanet, consultant, ancien PDG d'Essilor.



Revoilà la colère des éleveurs à la Une. Logique. Les mêmes causes produisent les mêmes effets. Souvenons-nous des soubresauts du marché du porc l'an dernier : demande tendue par l'embargo russe, refus de Bigard de payer un autre prix que celui du marché européen (1,07 €/kg), suspension du marché au cadran, fixation du prix par le ministre à 1,40 €, retour au calme...

Puis l'Europe dit « holà ! ». Le marché rouvre avec des livraisons allemandes dans le *hard discount*. Le prix rechute à 1,07 le kg. Conséquences pour nos éleveurs : à 1,40 € le kilo, 90 % gagne de l'argent ; à 1,07 €, ils ne sont plus que 25 % à survivre, et encore... Tandis qu'à ce même prix, 90 % des producteurs allemands continuent de gagner leur vie grâce aux appoints TVA et aux recettes procurées par la méthanisation du lisier.

On invoque parfois la présence d'ouvriers roumains sous-payés dans les porcheries allemandes. L'argument n'est pas suffisant car les salaires dans les porcheries ne représentent qu'une petite part du prix de revient du porc. Le problème ne viendrait-il pas plutôt de l'intégration de la dépense publique dans ce prix de revient par le biais des impôts payés tout au long de la chaîne ?

Quelques chiffres : la sphère publique en France, c'est 57 % du PIB. En Allemagne, 44 %. Différence colossale ! Imaginons un moment que le prix du cochon hors charges et hors impôt soit de 100 en France comme en Allemagne. À l'arrivée, le « total chargé » sera de 232 en

France contre 179 en Allemagne. Or, ce rapport 232/179, c'est exactement l'écart entre le prix du porc breton tel qu'il est et ce qu'il faudrait. L'État n'est pas la solution (en donnant des aides) mais le problème (car il plombe par ses coûts bien trop élevés).

« On ne s'en tire pas avec des subventions »

Nos hommes politiques doivent donc se rendre à l'évidence : on ne s'en tirera qu'en faisant maigrir l'État, les régions et la sphère sociale jusqu'au niveau allemand. Tout le monde est concerné. La crise des éleveurs n'est qu'un révélateur, parmi d'autres, de la souffrance de toutes les professions exposées à la concurrence. Elles n'iront mieux que si la sphère publique s'impose une perte de poids de l'ordre de 14 % du PIB, soit environ 280 milliards d'euros.

Les Allemands l'ont fait sous Schröder. Il leur a fallu dix ans pour passer de 57 % (part de la sphère publique allemande en 2004) à 44 % (le chiffre d'aujourd'hui). C'est la mesure de l'effort nécessaire. Ce n'est pas avec des subventions temporaires qu'on va s'en tirer mais par des changements structurels.

Le cochon, « la plus grande entreprise bretonne », pèse 1,8 milliard d'euros. Il faut en économiser le tiers, soit 600 millions, pour maintenir sa compétitivité. Les solutions existent : s'attaquer aux frais généraux dans les fédérations, permettre aux éleveurs de transformer le lisier en méthane, réviser tous les coûts de transport pour vendre à la grande exportation, repositionner le produit. La Bretagne prendra sa part de l'effort mais cela ne suffira pas si le poids du secteur public ne baisse pas d'au moins 20 % ! Si la crise actuelle permet aux politiques de prendre cette décision, au moins les douleurs de nos éleveurs n'auront pas été vaines.

